

31 octobre 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, sur les relations franco-israéliennes, la question du nucléaire iranien et sur le processus de paix israélo-palestinien, à Paris le 31 octobre 2012.

LE PRESIDENT : « J'ai reçu aujourd'hui, pour la première fois depuis que je suis président de la République, le Premier ministre israélien, Benjamin NETANYAHU. Nous avons rappelé l'amitié qui lie nos deux pays historiquement et aussi évoqué toutes nos relations passées pour mieux préparer notre avenir.

J'ai également été sensible au message que m'a adressé le Premier ministre israélien par rapport à ce que nous faisons pour lutter, ici, contre l'antisémitisme. Nous en ferons la démonstration en nous rendant, demain, dans cette école martyre pour évoquer la mémoire des quatre personnes qui sont mortes, tuées dans une attaque terroriste.

Nous avons évoqué deux grands sujets : l'Iran et le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. Sur l'Iran, je considère que c'est une menace qui ne peut pas être acceptée par la France. L'Iran a parfaitement le droit de pouvoir accéder à la technologie nucléaire pour des fins civiles, mais l'Iran ne peut pas disposer de l'arme nucléaire.

Depuis plusieurs mois, dans des négociations que nous avons toujours souhaitées, nous avons demandé à l'Iran d'apporter les preuves qu'il n'y avait pas de sa part de recherche de l'arme nucléaire. Pour l'instant, nous n'avons pas eu cette démonstration. Nous avons donc fait voter plusieurs sanctions et nous sommes encore prêts à en faire voter d'autres -- autant qu'il sera nécessaire -- en disant à l'Iran que nous voulons avoir des actes et des gestes concrets qui puissent apporter la preuve, au monde entier et à l'AIEA en particulier, qu'il y a abandon de cette recherche, à travers notamment le démantèlement et la disparition d'un certain nombre de stocks.

Nous avons aussi dit que nous devons regarder ces sanctions comme efficaces. En tout cas, je vois -- hélas pour le peuple iranien -- les conséquences de ces sanctions en terme d'inflation, de difficultés économiques et donc d'effets directs pour les Iraniens. Je regrette que ce soit le peuple qui en supporte toutes les conséquences. Il y a donc place, encore, pour la négociation et pour ne pas créer, dans cette région du monde, un risque qui ne serait pas tolérable.

Le second sujet, c'est le processus de paix. La France souhaite la reprise -- sans conditions -- des négociations entre Israéliens et Palestiniens. Avec le même objectif, celui que nous poursuivons depuis des années, pour ne pas dire depuis des décennies, c'est-à-dire deux Etats : l'Etat d'Israël avec la sécurité qui doit lui être garantie et l'Etat palestinien qui doit pouvoir vivre.

Ces négociations sont espérées et attendues. Je sais qu'il y a des élections dans quelques semaines en Israël, au mois de janvier. Il y a aussi la tentation pour l'Autorité palestinienne d'aller chercher, à l'Assemblée générale des Nations Unies, ce qu'elle n'obtient pas dans la négociation. Seule la négociation pourra déboucher sur une solution définitive à la situation de la Palestine.

Voilà l'esprit qui a été le nôtre, le travail que nous avons engagé.

Nous avons également évoqué d'autres situations dans la région, notamment la Syrie.

Nous avons parfois des divergences, notamment sur la colonisation que nous souhaitons voir arrêtée. Mais nous sommes aussi conscients qu'il n'y aura de paix que par la négociation et que cette négociation doit s'ouvrir dans les meilleurs délais ».

LE PREMIER MINISTRE : « Merci monsieur le Président. J'ai oublié beaucoup de mots en français, je l'ai appris quand j'étais étudiant, en Amérique (en français). Aujourd'hui j'ai appris que finalement nous parlions, sur de nombreux sujets, une seule et même langue.

Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier pour l'hospitalité dont vous avez fait preuve.

Merci pour la chaleur de votre accueil, merci pour votre ouverture. Je suis très heureux et fier de me rendre à Toulouse demain avec vous, afin de renforcer ce message, le message selon lequel l'extrémisme contre des juifs et des non-juifs, le terrorisme et l'antisémitisme sont inacceptables. C'est là en effet le fondement même de notre civilisation commune : nous embrassons la liberté et nous sommes unis dès lors qu'il s'agit de lutter contre ceux qui sont prêts à tuer la liberté et à tuer des hommes et des femmes innocents. Je suis fier de ce partenariat. Le partenariat en fait se porte si bien que nous n'avons même pas eu à discuter de nos relations bilatérales, puisqu'il n'y a rien à signaler, tout se passe très bien.

Monsieur le Président, vous avez accepté l'invitation que je vous ai faite de venir vous rendre en Israël. Je vous invite à nouveau à venir en Israël en tant que Président de la France. J'ai mis en garde le Président en lui disant que, peut-être, le faste qui nous a accueillis ici à l'Élysée ne sera pas forcément le même que celui que nous aurons à offrir en Israël. En revanche, pour ce qui est de la chaleur et de l'ouverture, je pense que nous pourrons faire preuve d'un sens identique au vôtre.

Nous avons, effectivement, monsieur le Président, beaucoup parlé de l'Iran. Je tiens à vous féliciter, monsieur le Président, pour la position ferme et forte de la France, qui souhaite des sanctions sévères et plus sévères encore à l'encontre de l'Iran. C'est une position extrêmement importante. Les sanctions effectivement fonctionnent, elles ont bel et bien un impact sur l'économie iranienne.

Mais, malheureusement, elles n'ont pas permis de mettre fin au programme nucléaire iranien, un programme qui se poursuit hélas. Je crois que cela nous préoccupe, nous les Israéliens, mais cela préoccupe également la France, les États-Unis, l'Europe. À vrai dire, pratiquement tous les pays arabes du Moyen-Orient sont inquiets de cette situation. Tous ceux qui souhaitent que le monde soit un endroit sûr dans lequel on peut vivre dans la paix sont préoccupés par cette situation. La paix ne peut aller de pair avec des ayatollahs qui auraient à leur disposition l'arme atomique. Nous proposons donc qu'une ligne rouge soit tracée, une ligne rouge à ne pas franchir. La communauté internationale doit tracer cette ligne rouge et le dire clairement au régime iranien. Nous avons également parlé très ouvertement de la Syrie. Je crois que nous disposons des mêmes informations, des informations relatives au rôle joué par l'Iran et par le Hezbollah, qui apportent un appui à ce régime, et c'est là vraiment une raison de plus d'endiguer ce pouvoir iranien et de révéler ce rôle double de l'Iran et du Hezbollah dans ces meurtres de masse. Nous ne souhaitons tout de même pas que d'autres armes mortelles arrivent dans les mains de gens qui ne doivent surtout pas les avoir, je pense au stock important d'armes chimiques dont dispose la Syrie.

Nous avons parlé de la paix et de la sécurité, du meilleur moyen de faire avancer la paix et la sécurité en discutant, en ouvrant des négociations avec l'Autorité palestinienne. Personnellement, je suis prêt à reprendre ces négociations. Dès le jour où j'ai été élu Premier ministre je l'ai dit, c'était la politique que je menais, c'est la politique que je continuerai de mener. La distance qui sépare Jérusalem de Ramallah, ce n'est que 7 minutes après tout ! Il faut plus longtemps pour aller d'un quartier à l'autre à Paris. Nous sommes très proches géographiquement les uns des autres, nous pouvons très bien nous assoir autour d'une même table.

Les négociations ne seront pas faciles, nous en avons conscience. Nous savons qu'Israël aura des mesures à prendre et que l'Autorité palestinienne également aura des mesures difficiles à prendre. Mais le seul moyen de mener à leur terme ces négociations, c'est de les commencer. Une déclaration unilatérale devant l'Assemblée générale des Nations Unies ne constitue pas une

negociation, c'est exactement l'inverse d'une négociation.

Après quatre années d'efforts incessants et répétés visant à ce que les Palestiniens s'assoient autour d'une table de négociations, je crois que le moment est vraiment venu que nous négocions les uns avec les autres. C'est la politique de mon gouvernement. Cela l'a toujours été et le restera.

Merci donc, monsieur le Président, d'avoir pris le temps de me recevoir ainsi que mes collègues, merci d'avoir fait preuve d'ouverture, de franchise, de chaleur j'irai même jusqu'à dire -- ce n'est pas un mot que l'on utilise souvent, nous, dirigeants politiques -- mais je crois que vous avez fait preuve de beaucoup de chaleur, d'ouverture, d'amitié. Je tiens à vous dire que ce sentiment nous l'avons nous aussi. Merci, Monsieur le Président ».

QUESTION : « M. NETANYAHU, chez nous on a entendu dire, ces vingt-quatre dernières heures, qu'un membre de votre parti entend se porter candidat contre vous et établir un nouveau parti afin d'évoquer les questions sociales. Qu'en pensez-vous ? Un sondage d'opinion a montré que vingt-six sièges pourraient être accordés à ce parti. Et vous M. HOLLANDE, le pacte entre M. NETANYAHU et M. LIEBERMAN, comment y réagissez-vous ? Ils souhaitent en effet être inscrits sur une même liste et des diplomates occidentaux pensent que cela risque de faire emprunter un virage, d'entraîner vers l'extrême droite le gouvernement israélien. Quelle est votre réaction ?

LE PRESIDENT : « Je n'ai pas entendu la réponse du Premier ministre. Plus exactement, elle ne m'a pas été traduite, mais elle devait être drôle pour susciter un certain nombre de sourires. J'apprécie toujours l'humour, notamment sur la situation de la politique intérieure. Je crois qu'il y a toujours un bon principe, c'est : « mieux vaut ne pas s'occuper de la politique intérieure de nos hôtes ». Avec la condition réciproque qu'ils ne s'occupent pas de la nôtre ! »

QUESTION : « Je ne sais pas s'il s'agit de politique intérieure, mais dans une interview à Paris Match, Benjamin NETANYAHU dit croire, à propos d'une frappe israélienne contre l'Iran, que cinq minutes après, je le cite « contrairement à ce qu'imaginent les sceptiques, un grand sentiment de soulagement étreindrait la région ». Est-ce que vous avez la même analyse que Benjamin NETANYAHU, M. le Président ? »

LE PRESIDENT : « Ce n'est pas le scénario aujourd'hui que je prépare. Nous devons faire en sorte qu'il y ait, par la pression, par les sanctions et par la négociation, l'abandon par l'Iran de sa volonté d'accéder à l'arme nucléaire. C'est dans cet esprit-là que je travaille. Je ne fais pas de plan sur ce qui peut se passer après, ce qui m'intéresse, c'est d'empêcher ».

LE PREMIER MINISTRE : « C'est un désir que nous partageons d'ailleurs, je vous le signale, c'est exactement ce que nous souhaitons. Nous souhaitons que cela soit résolu pacifiquement et nous partageons ce souhait commun. Nous ne voulons pas que l'Iran ait accès à l'arme atomique. La question qui m'a été posée par Paris Match, c'était une question hypothétique, si quelqu'un devait opter pour la frappe, quelle serait la réaction dans le monde arabe ? Je ne veux pas me livrer à des conjectures sur ce que nous ferons. Mais si le monde arabe savait que l'Iran n'a pas accès à l'arme atomique, il serait soulagé, je le confirme.

LE PRESIDENT : « L'arme nucléaire, si elle était possédée, maîtrisée par l'Iran, ne serait pas simplement une menace par rapport à Israël, mais une menace par rapport à l'ensemble de la région et aussi par rapport au monde. C'est pour cela que la France est engagée dans cette pression, qu'elle milite pour que la négociation trouve sa place à travers des sanctions, c'est parce que nous sommes concernés. Ce n'est pas simplement une partie du monde ou un pays en particulier qui serait plus menacé que d'autres et il l'est sûrement mais nous sommes tous concernés.

QUESTION : « M. le Président, nous avons entendu parler de cette ligne rouge évoquée par le Premier ministre, mais quelle est votre position ? Est-ce que vous acceptez cette idée d'une ligne rouge à ne pas franchir, telle que l'a été évoquée par le Premier ministre ?

M. le Premier ministre Benjamin NETANYAHU, pensez-vous que l'Iran souhaite l'arme nucléaire afin de devenir une super puissance dans cette région ou au contraire souhaite-t-il cette arme nucléaire pour le cas où ?

Une autre question à caractère national, à propos de la communauté juive en France. Qu'avez-vous à dire à la communauté juive en France, une communauté qui se sent de moins en moins en

sécurité, ici même à Paris -- indépendamment de ce qui s'est passé à Toulouse au mois de mars -  
- à mesure que le temps passe ? Qu'en pensez-vous ? »

LE PREMIER MINISTRE : « Compte tenu de l'histoire du peuple juif, il est hors de question que je sous-estime la menace proférée. Que l'Iran veuille devenir une puissance mondiale ou pas, cela n'a pas d'importance. A vrai dire, c'est à partir du moment où ils auront le pouvoir de nous annihiler, qu'ils mettront à exécution cette menace.

L'Iran veut à la fois être une puissance mondiale et nous annihiler. L'Iran veut rétablir un Khalifa -  
- qui inclurait d'ailleurs des régions entières de l'Europe -- et d'autres solutions imaginaires mais très dangereuses. Mais quand, en plus, il y a la bombe atomique qui vient s'ajouter à ce cocktail, c'est encore plus explosif et dangereux. C'est dangereux pour Israël et Israël doit y mettre fin. Le peuple juif doit y mettre fin et le reste du monde doit y mettre fin. Je crois que c'est la réponse à votre question.

En ce qui concerne les communautés juives de France, je crois qu'il est évident que les gouvernements successifs de France ont lutté très clairement contre l'antisémitisme. Il y a une vraie détermination de la part des gouvernements français. Ils veulent lutter contre l'antisémitisme : le Président français en fait preuve et le Gouvernement français montre cette même volonté. C'est une politique très claire et indéniable de la France.

Il y a une nouvelle forme d'antisémitisme. Un antisémitisme qui vient d'autres groupes extrêmement dangereux. Cela ne menace pas que les Juifs mais tout le monde en France. C'est une menace pour toute la population. Cette détermination, elle doit donc exister et elle existe. En ma qualité de Premier ministre d'Israël, je le dis toujours aux Juifs, où qu'ils soient, je leur dis toujours : « venez en Israël et faites d'Israël votre chez-vous ». Je crois qu'il n'y a aucune contradiction entre l'un et l'autre ».

LE PRESIDENT : « Sur la question relative à l'Iran, notre ligne est simple. Tout ce que l'Iran fait pour accéder à la technologie nucléaire pour ses utilisations civiles, nous l'acceptons. Mais dès que nous voyons, et c'est le cas aujourd'hui, qu'il y a des processus d'enrichissement qui sont donc de nature à permettre à un moment qui n'est pas si éloigné -- d'accéder à l'arme nucléaire, nous considérons que nous avons le devoir de faire pression et de décider donc de nouvelles sanctions. Nous continuerons à le faire tout au long des prochaines semaines et des prochains mois avec nos partenaires européens et l'ensemble de la communauté internationale. Parce que tout cela se fait dans le cadre de la communauté internationale avec l'AIEA en particulier. Pour la question que vous m'avez posée concernant les Juifs de France qui sont des citoyens français : mon devoir, c'est de protéger tous les citoyens, c'est-à-dire de leur assurer les conditions d'une vie normale, c'est-à-dire de leur permettre d'être pleinement des citoyens. Lorsque un citoyen -- parce qu'il est juif -- est mis en cause dans sa sécurité, c'est toute la République qui est agressée. Parce que, ici en France, c'est le principe que depuis longtemps nous avons posé, c'est la laïcité. Nous ne distinguons pas les citoyens selon leurs religions. Nous les protégeons tous.

Il y a un antisémitisme. Nous devons le pourchasser, le poursuivre et l'éradiquer. Il y a aussi du racisme. Il y a aussi des citoyens qui sont poursuivis ou qui sont menacés parce qu'ils sont d'une autre religion, ou parce qu'ils ont une autre couleur de peau. C'est avec la même volonté que nous les protégeons et mettons hors d'état de nuire ceux qui les menacent ou qui les agressent. Benjamin NETANYAHU dit « Bienvenue aux Juifs de France s'ils veulent s'installer en Israël ». Je le comprends. Mais la place des Juifs de France, si ces citoyens français en décident, c'est d'être en France, c'est de travailler en France, de vivre en France, à condition qu'ils soient pleinement en sécurité. Et cela c'est mon devoir ».

QUESTION : « A propos de la Syrie, est-ce que vous estimez avoir une position commune et concrètement qu'est-ce que vous proposez pour résoudre le conflit ? Deuxième question sur les négociations de paix. Monsieur NETANYAHU, est-ce que vous pouvez préciser à quelles conditions vous allez retourner à la table des négociations ».

LE PREMIER MINISTRE : « Pas de condition préalable, aucune. Strictement aucune. Je suis prêt à m'asseoir à la table de négociation sans condition préalable. Et si vous voulez mettre cela à

l'épreuve, le Président HOLLANDE peut très bien inviter le Président ABBAS, ici à l'Élysée, je serais là. Il nous faudra une journée seulement et nous pourrons commencer. De mon côté, en tout cas, cela peut se faire immédiatement et sans condition préalable ».

LE PRESIDENT : « Voilà une belle proposition ! J'ai rencontré trois fois le Président ABBAS depuis mon élection. La quatrième fois, je serai donc avec le Premier ministre NETANYAHU, s'il en décide. Mais l'objectif n'est pas simplement de poser des principes, c'est de rentrer dans la négociation, de le faire -- effectivement -- sans condition préalable. Le Président Mahmoud ABBAS dit qu'il n'a pas de condition & le Premier ministre Benjamin NETANYAHU dit : « il n'y a pas de condition ». Alors négocions ! »

QUESTION : « A partir de quand ? »

LE PREMIER MINISTRE : « Le Président HOLLANDE n'a plus qu'à passer un coup de fil ».

LE PRESIDENT : « A propos de la Syrie, nous avons, et l'un et l'autre, vu la dégradation de ce qui se passait, la détérioration des conditions de vie des Syriens, le risque d'une guerre civile qui se prolonge. J'ai donc dit : « plus tôt un gouvernement provisoire se mettra en place, plus tôt il y aura une solution de transition, meilleur cela sera pour la Syrie et pour la région ».

QUESTION : « Concernant Toulouse, quel sera votre message tous les deux à Toulouse ? Est-ce que vous considérez qu'il y a toujours une menace contre les Juifs français dans ce pays ? Est-ce qu'il y a un autre Mohamed MERAH, selon vous, en France ? Et Monsieur le Premier ministre, est-ce que vous êtes prêts à vendre la part de l'Etat dans la coopération d'Israël avec le Canada ? »

LE PREMIER MINISTRE : « Voilà une question à laquelle je ne m'attendais pas ! Je n'en sais rien, c'est une question que nous examinons. Nous avons une politique -- d'une manière générale -- consistant à inviter les investisseurs étrangers. Nous en avons discuté mais aucune décision n'est intervenue encore. La question est en suspens ».

LE PRESIDENT : « Je ne sais pas comment est la presse israélienne mais je sais comment est la presse française. Elle veut toujours savoir ce qui se passe le lendemain. Pour savoir ce qui se passe le lendemain, il faut attendre le jour d'après. Donc, à demain ! Merci beaucoup.